



Paris, le 13 février 2012

APPEL

Ces derniers mois, sur fond de crises financière, économique et sociale persistantes frappant durement les salariés dans l'Union européenne, nous avons pu constater combien le tandem franco-allemand s'entendait pour dicter et renforcer des mesures d'austérité aux gouvernements au détriment des salariés européens. Il y a quelques jours, cela nous a été confirmé, cette fois dans un contexte électoral.

Nous avons également pu mesurer son souci permanent de défaire les acquis et la justice sociale et le peu d'attachement que porte cet attelage très libéral au bien-être des peuples européens. S'agissant des retraites, ce duo a, comme un seul homme, imposé l'allongement de la durée de cotisations et reculé l'âge légal de départ à la retraite.

Il a aussi augmenté le taux de TVA et prescrit aux citoyens européens des coupes sombres dans les salaires, la protection sociale et imposé l'austérité et la concurrence libre et non faussée comme unique modèle financier, économique et social en Europe.

Bilan : depuis trois ans, le chômage explose, le pouvoir d'achat est en berne, la croissance et les investissements ont disparu des radars économiques.

En résumé, les règles du marché pur et dur sont imposées à ceux qui ne sont en rien responsables de la crise : les salariés actifs, retraités, privés d'emploi et les jeunes. À l'opposé, les banques, les spéculateurs, la finance dérégulée bénéficient de la protection des États de l'Union, de la Banque centrale et de la Commission européenne.

Le SGLCE est favorable à une grande journée de riposte contre les plans et mesures d'austérité qui fera date dans toute l'Europe. Aussi, nous appelons les salariés des entreprises de l'industrie graphique, de la presse, de l'information et de la communication à y participer **le 29 février** et à faire entendre leurs revendications, dans le cadre de l'appel lancé par la Confédération européenne des Syndicats.

Ce sera la riposte des peuples contre l'austérité imposée par les rentiers et les marchés financiers. En Grèce, les 7, 10 et 11 février et en Belgique le 30 janvier, les salariés ont riposté dans l'unité contre les plans de casse des gouvernements. En Allemagne, le syndicat IG Metall exige 6,5 % d'augmentation des salaires en 2012.

Ensemble, le 29 février, montrons dans les entreprises et dans les manifestations notre rejet des plans d'austérité qui ne font qu'accroître le chômage, la baisse du pouvoir d'achat et la chute de la consommation des ménages. Le 29 février, faisons entendre toutes nos revendications pour :

- l'emploi,
- les salaires,
- l'amélioration des conditions de travail,
- la défense de notre protection sociale,
- le droit à la retraite à 60 ans.